

LETTRE OUVERTE À MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PREMIER MAGISTRAT DU PAYS AINSI QU'À MONSIEUR LE MINISTRE DE LA JUSTICE GARDE DES SCEAUX

MÊME LES MENSONGES ET LE SILENCE ONT UNE FIN

Monsieur le Président de la République, Monsieur le Ministre de la Justice,

Je voudrais porter à votre connaissance un cas d'injustice flagrant qui dure depuis près de 50 ans. Il concerne la succession de mon grand-père Elkier SAMAI. La presse algérienne a déjà relaté cette affaire dans ses colonnes en vain.

A la lumière des faits qui se sont déroulés depuis la mort de mon grand-père Monsieur Elkier SAMAI le 16 octobre 1962, à la survivance de 2 épouses : Hadda KESKES, Halima BENELMOUFFOK et leurs 14 enfants : Ahmed, Abdelmadjid, M'Barek, Abdesslam, Adjira, Rahima, Rachida, Djamila, Fatima Zohra, Mostapha, Smail, Mohamed Seddik, dont mon père Monsieur Abdelkrim SAMAI issu du premier lit et qui a succombé le 14 mars 1991 après le choc provoqué par la découverte des agissements sordides de ses frères, relatés ci-après. Il a pour successeurs : Naïma, Abdelmalek, Hania, Nadjat, Elkier — décédé le 14 mai 2011 des suites d'une dépression sévère liée à cette même machination — Chérif, Nadjit et moi-même Safia SAMAI.

L'actif successoral se composait suivant l'acte du notaire de :

- Une ferme de 108 hectares 78 ares 80 centiares de terre labourable au lieu-dit «Ouled Larbi», commune de Tejnenet ;
- Une ferme au lieu-dit «Gueli Zerga» avec 196 hectares de terre labourable ;
- Trois maisons d'habitation à EL EULMA de près de 2 000 m² avec garages, magasins et terrains formant dépendances ;
- Trois lots urbains à EL EULMA d'environ 2 178 m² avec 2 garages y édifiés ;
- Deux lots de terrain à bâtir à EL EULMA d'environ 3 500 m² ;
- Un immeuble de 3 étages à Constantine.

Le 31 mars 2011 j'ai obtenu «la minute» d'un «acte de partage» établi le 5 décembre 1964 par Maître Mohamed Chérif KHARCHI provenant du tribunal de EL EULMA. Elle m'a été remise par le notaire en charge des archives.

Ce document de partage précise que l'évaluation de ces immeubles a été uniquement faite pour la perception des droits d'enregistrement.

Puis le notaire d'alors indiquait je cite : «Tous les héritiers, les uns agissant pour leur compte personnel d'autres agissant pour leur propre compte et es qualité, ont déclaré que de son vivant leur père avait fait un partage entre eux et qu'ils demandent aujourd'hui que le partage soit établi et constaté avec acte régulier afin qu'il y soit référé le cas échéant».

Plus loin : «Tous les bénéficiaires ont déclaré approuver et accepter ce partage qui fut le projet de leur défunt père et dont ils demanderont d'ailleurs la validité et l'homologation par Monsieur le Juge d'Instance de SAINT ARNAUD».

Quatre témoins ont attesté de la supposée «volonté» de mon grand-père. Suivent leurs signatures.

Ce partage a été enregistré au bureau du Trésor public et du Timbre de SÉTIF le 17 décembre 1964.

Première anomalie : L'homologation judiciaire de ce partage à la demande de Ahmed, Mbarek, Smail et Abdesslam n'a eu lieu que le 6 juin 1965 et a été rendue par défaut de surcroît.

Comment le notaire pouvait-il préjuger par avance dès le 5 décembre 1964 que le juge validerait et homologuerait ce partage ?

Deuxième anomalie : Mon père Abdelkrim SAMAI vivait et travaillait en FRANCE et n'a pas été partie à ce partage.

Troisième anomalie : Les 16 signatures des concernés qu'aurait dû normalement revêtir ce document «authentique» sont manquantes. Celle de mon père n'existe pas !

Vingt ans plus tard en août 1985, un notaire de BORDJ BOU ARRERIDJ, Maître KHALED Slimane, décédé la même année, faisait publier à la Conservation Foncière de SÉTIF «l'homologation judiciaire» dudit partage rendue par défaut. Elle n'a jamais été notifiée aux parties pendant les 20 années qui ont précédé sa publication. Elle n'a jamais été revêtue de la formule exécutoire «LA GROSSE». Cette décision était donc a fortiori devenue caduque.

Dans le même temps, il faisait publier un jugement rendu par le Tribunal de SÉTIF 65 ans auparavant le 24 février 1920, d'une adjudication ordonnée au profit de mon grand-père Elkier SAMAI. Cette adjudication comportait 2 lots dont 1 immeuble urbain à l'usage de magasin et d'habitation et 2 parcelles de terre d'environ 2 hectares 80 au lieu-dit «GUEL T ZERGA». Ce jugement a également été publié sans la formule exécutoire.

Ces immeubles ont été captés indûment par Ahmed et M'Barek dès le décès de mon grand-père Elkier en 1962. Ils dépendaient de la succession de El Hadj Saïd SAMAI mon arrière-grand-père qui était constituée de 130 hectares de terre labourable, d'autres bâtisses et des biens meubles.

Pourtant malgré la mort de mon oncle Ahmed en novembre 1969, son fils Mohamed Larbi et son frère M'Barek ont fait publier, pour leur seul bénéfice, le partage de ces immeubles en son NOM et aux noms de tous les autres successeurs dont mon père non partie à ce stratagème et cela en se gardant d'établir une fredha contradictoire. A cette même date, Hadda, Halima, Fatima Zohra étaient également déjà décédées mais figurent néanmoins comme co-partageantes. Mon père ne jouit également sur cette publication factice que du rôle de «figurant».

Le même jour le notaire de BORDJ BOU ARRERIDJ faisait publier l'acte de vente de ces immeubles par **Mohamed Larbi et M'Barek** à un tiers avec les procurations des héritiers de Ahmed fils aîné de Elkier mon grand-père. La vente avait été faite à une date très antérieure.

Alors que le Directeur des Conservations Foncières de la Willaya de SÉTIF, Monsieur HAMADECHE, m'a remis 60 actes concernant les immeubles de mon grand-père Elkier SAMAI, seule l'adjudication de 1920 apparaît sur sa fiche personnelle à la Conservation Foncière de EL EULMA.

Aujourd'hui en lieu et place de la maison et du terrain est édifié un hôtel flambant neuf à deux pas de la mosquée Brahim ZEGGAR. J'avais saisi Monsieur le Procureur de la République de EL EULMA en 2008 à ce sujet, en vain.

C'est pourtant à partir de 1985 que tout s'est enchaîné à une vitesse vertigineuse dans la rédaction, l'archivage d'actes notariés de «transactions dans l'indivision», de fiches personnelles, de fiches

d'immeubles, de fiches alphabétiques et de livrets fonciers faits en violation de toutes les règles du Droit de Succession, du Code Civil et du Code de la Famille.

Ces documents d'apparence «OFFICIELLE» revêtent un caractère plus que douteux sans que cela n'éveille les soupçons des responsables de l'Administration des Domaines qui sont restés sourds à toutes mes doléances.

Mon grand-père qui est pourtant mort le 16 octobre 1962 dispose lui-même de ses biens dans les années 1980 et cela jusqu'en l'an 2000. Il procède à des transactions 40 ans après sa mort avec ses 2 épouses et certains de leurs enfants défunts. D'ailleurs, Ahmed décédé en novembre 1969 hérite toujours en 2009 par l'intermédiaire de sa mère Hadda qui est elle-même décédée en mars 1969. Elle vend ses biens à la deuxième épouse, ses 9 enfants et petits-enfants jusqu'à l'année 2002. Au vu de sa fiche personnelle à EL EULMA c'est elle qui dispose de l'entière propriété des biens de son défunt mari Elkier et c'est en son nom que les notaires opèrent les mutations.

Elle a hérité du nom patronymique de KANOUN par un jugement obtenu après sa mort.

Ceci ressort de documents officiels remis par la Conservation Foncière de EL EULMA.

Ces écritures sont archivées au moyen «d'actes notariés» établis par des notaires locaux. Monsieur HAMADECHE en personne m'a indiqué avoir fait supprimer depuis son entrée en fonction, les états fonciers qui laissaient apparaître que des défunts opéraient des transactions au motif que cela pouvait prêter à confusion !

Les originaux de ces documents ont été mis sous bonne garde et m'ont permis, aux Procureurs de la République de SÉTIF et moi-même, d'interjeter appel et de nous pourvoir en Cassation sur la base entre autres de ces preuves capitales.

L'un des notaires, Monsieur le Président de la République, Monsieur le Ministre de la Justice, aura l'outrecuidance de rédiger en 1999 une copie conforme à la «minute du partage» du 5 décembre 1964, N° 9 du registre avec les mentions suivantes :

«Ceci est une copie conforme d'un acte de partage entre les héritiers du défunt SAMAI Elkier fils de Saïd, extraite de sa minute gardée aux archives notariales...» dont la teneur est : «Ont comparu les fils de Elkier SAMAI, ... chacun agissant en son nom personnel — SAMAI Abdelkrim fils de Khier, agissant tant en son nom personnel qu'au nom et pour le compte de son frère Abdesslam en vertu d'un acte de procuration daté du 18 avril 1964, reçu par Maître Pierre Antoine Emile BONARDEL notaire à la ville de BESAYES DROME en France enregistré à ROMANS le 8 mai 1964, case 361 n° 353-4 contre droits d'un montant de dix dinars — et SAMAI Mostapha agissant tant en son nom qu'aux noms et pour le compte de ses 5 sœurs...» Seulement voilà Monsieur le Président de la République, Monsieur le Ministre de la Justice, sur une fiche d'enquête foncière que m'a remise le Conservateur de EL EULMA il est indiqué cette fois que le mandataire n'est plus mon père Abdelkrim mais Abdesslam son frère. Pourtant aucune procuration n'est enregistrée ni publiée.

Lors d'une procédure civile au Tribunal de EL EULMA où je demandais le partage de la succession de mon père, de ma grand-mère et ma tante Fatima Zohra, ce même Abdesslam me faisait débouter au motif que la succession de mon grand-père Elkier SAMAI n'a jamais été ouverte.

Pourtant dans la procédure pénale qui est pendante devant la Cour suprême il fait état de la procuration qu'il aurait obtenue de mon père en France et qu'à ce titre toutes les opérations du partage sont terminées. Il utilise toujours aujourd'hui cette procuration, détient et dispose à sa guise des biens de la succession.

Seulement voilà, Maître Régis AUTONES, notaire à Saint Marcel les Valence, successeur de Maître Pierre Emile Antoine BONARDEL vient de me faire parvenir le 10 mai 2011, la photocopie d'une ébauche de cette mystérieuse procuration. Malheureusement pour mon oncle Abdesslam, aucune signature n'y a jamais été apposée.

Une plainte vient d'être déposée en France.

Il n'existe par ailleurs aucune fiche d'identité des héritiers annexée au Bureau de l'Enregistrement ni aucune procuration donc, pas plus qu'à la Conservation Foncière de SÉTIF ou EL EULMA.

Au sein de la Conservation Foncière de SÉTIF, un chef de service m'a prévenue du danger que je courais à vouloir faire valoir mes droits à ma part d'héritage. Il m'a fait savoir que, je cite : «Je devrais être très prudente car je me trouve confrontée à des magnats de L'IMPORT-EXPORT et des Barons de L'IMMOBILIER. Qu'aussi d'après lui, la Justice Algérienne n'est pas au service des pauvres gens mais au service des riches spéculateurs». Ces propos m'ont effrayée.

J'ai immédiatement informé par courrier recommandé le Directeur de SÉTIF, Monsieur HAMADECHE.

Même le service de l'APC de EL EULMA par la voix de son responsable Monsieur Moussa s'est vu interdire, au moyen de propos menaçants et intimidants, de me remettre les fiches d'état civil de mes oncles et grands-parents décédés. Je m'en suis ouverte auprès du chef de la daïra sur le conseil de Monsieur HAMADECHE. Rien ne s'est produit à ce jour au motif qu'il existe un litige successoral connu des autorités locales provoquant des troubles à l'ordre public sans nom et qu'il m'appartient à moi de saisir la justice ! Troubles qui d'ailleurs mettent en danger la sécurité des personnes. Pourtant ce sont des centaines de maisons et magasins pour ne pas dire un millier, qui ont poussé comme des champignons sur des terres **anciennement agricoles**.

Un certain «H. M.», un certain «S.» un certain employé des services fiscaux se cachent mais seraient les chefs d'orchestre de ce vaste trafic de ventes des terres de mon grand-père où les authentiques propriétaires n'ont pas leur mot à dire et sont malmenés s'ils viennent à réclamer leur dû. La question du paiement des impôts y afférents reste un entier mystère.

J'ai été menacée de mort par un cousin en 2009, en présence d'un témoin et j'ai immédiatement déposé plainte non sans mal, près le Commissaire de Police du 3^e arrondissement de la ville de EL EULMA.

Tous les Algériens connaissent DUBAI dans la ville de EL EULMA, et

le commerce qui s'y pratique. Savent-ils cependant que tout repose sur des fondations illégales, que les sommes qui concernent les spéculations immobilières sont vertigineuses au profit de commerçants avides de gains ?

Tous les biens de mon grand-père ont fait l'objet de détournement, de recel par des individus qui se sont enrichis au détriment de mon père décédé le 14 mars 1991.

Ces individus violents, sans scrupule ont d'abord brisé la vie de mon père Abdelkrim puis viennent de briser la vie de mon frère au moyen d'une violence inouïe et d'abus insurmontables. Nos préjudices, tant moral que financier sont considérables et incalculables.

A l'heure où je vous écris Monsieur le Président de la République, Monsieur le Ministre de la Justice je n'ai hérité d'aucun bien ni d'aucun dinar qui doit me revenir de ma part d'héritage.

Les expropriations de nos biens n'ont fait l'objet d'aucune procédure régulière. Mon père n'a pas été dédommagé. L'autoroute Est-Ouest passe pourtant en partie sur les terres de la succession. Je ne pourrais ici faire un inventaire exhaustif des abus aux conséquences graves et exorbitantes pour des victimes livrées à elles-mêmes. Pour ma part, je n'ai trouvé à ce jour aucun avocat capable de défendre mes intérêts face à ce gigantesque chaos. POURQUOI ?

Mes différents avocats se sont toujours bien gardés de faire les diligences requises. Ils n'ont pas respecté les délais procéduraux légaux me causant les pires désagréments. N'étaient les interventions du Procureur Général de la Cour d'Appel de SÉTIF. Ils ne m'ont jamais permis d'avoir accès aux pièces adverses ni de connaître les allégations des défendeurs lors des différentes audiences. Pire la présence d'un interprète m'a toujours été refusée malgré mes demandes écrites.

Notre souffrance est immense mais je voudrais vous demander en toute humilité, Monsieur le Président de la République, Monsieur le Ministre de la Justice, ces troubles ne s'arrêteront-ils jamais ?

Suis-je en droit d'espérer qu'un jour je serai restaurée dans ma qualité d'héritière ? Mon père Abdelkrim SAMAI lui-même n'a malheureusement jamais recueilli son héritage contrairement à ce que laissent accroire des documents rédigés à notre insu, hors notre signature et présence chez les divers notaires.

Je suis en droit de soupçonner des notaires, des fonctionnaires des administrations concernées par la rédaction des actes de succession et la délivrance de tout document ayant trait à l'ouverture de la succession.

Comme observé déjà plus haut, il s'agit indiscutablement de captation d'héritage, ce qui est formellement interdit par la religion et par la loi.

Des personnes qui ne sont concernés ni directement ni indirectement par cette succession possèdent et usent d'actes illégalement appropriés suite certainement à des manœuvres dolosives. Alors qu'aucun transfert de propriété n'a été effectué selon les normes légales à ce jour.

En ma qualité d'héritière j'ai saisi les juridictions de El Eulma et de Sétif et une action a été introduite devant la Cour suprême avec l'appui de Monsieur le Procureur général de la Cour de Sétif.

Tous les documents qui peuvent étayer nos arguments ont été déposés devant la juridiction de la Cour suprême, et ce, en attendant qu'il soit statué sur le mérite de ce pourvoi.

Bizarrement mes plaintes contre X (puisque ce sont à l'origine des «morts» qui opèrent des transactions) remontant aux années 2000 se sont transformées par miracle en requête contre personnes dénommées n'ayant rien à voir avec les agissements énoncés. Cependant ces personnes n'ont «tout naturellement» fait l'objet d'aucune convocation au Tribunal de EL EULMA ni devant la Cour d'Appel de SÉTIF. Elles étaient par conséquent absentes aux audiences et non représentées. Elles n'ont pas eu besoin de se défendre et ont pourtant été acquittées par décision rendue supposément «CONTRADICTOIREMENT». Mes avocats m'indiquent qu'étonnement la loi algérienne aurait prévu ce cas de figure...

Dans le même temps il m'a été reproché de n'avoir pas engagé de poursuites contre les notaires dont les noms figurent sur les états fonciers des défunts. Mieux l'on a attribué à un notaire qui devait n'être encore qu'un enfant en 1964, la paternité de l'acte de partage initial afin d'effacer toute trace de la réalité des faits et couper court à toute contestation éventuelle concernant les procurations fictives. J'ai moi-même par le passé été jugée au Tribunal Civil de EL EULMA section Foncière en 2000, sans avoir jamais été assignée (en tout cas pas à ma véritable adresse). Je n'avais donc jamais assisté de ce fait à ces audiences où je figure pourtant comme étant présente et me défendant en personne. Il s'agissait alors pour les demandeurs d'obtenir que le juge entérine la vente par certains héritiers, de la maison de ma grand-mère en 1997 à un certain Monsieur ARRAR qui ont allégué faussement que mon père avait fait donation de sa part. Ce Monsieur exerce tranquillement son activité lucrative de transporteur routier aujourd'hui dans des locaux qu'il occupe indûment au mépris des héritiers de Elkier SAMAI. Cette vente a été actée en 2008 par Maître K. aux noms de ma mère, mes frères et sœurs. Le Juge avait cependant, cette fois, écarté les demandes infondées de la partie demanderesse et ordonné une expertise en vue d'un projet de partage. Les protagonistes sont passés outre cette décision de justice.

Ces anomalies sont en réalité des tentatives d'escroqueries aux jugements. Ces fausses déclarations ne peuvent-elles faire l'objet d'aucune contestation au motif que les Juges et leurs décisions sont souverains ?

Je sais qu'il y a d'autres victimes muettes dans ce pays et c'est pour elles que je me bats également. Ces agissements sont gravissimes. De telles pratiques dignes d'un autre âge ne peuvent donner qu'une fausse image de la Justice de notre pays laquelle s'attelle en permanence à rétablir tous les citoyens dans leurs droits.

Veuillez croire, Monsieur le Président de la République, Monsieur le Ministre de la Justice en l'assurance de mes sentiments les plus respectueux.

Safia SAMAI fille de Abdelkrim SAMAI (Je suis joignable par l'intermédiaire du Consulat d'Algérie à Paris).

Le 26 juin 2011.